

COMMUNIQUE DE PRESSE DE DOMINIQUE LEPARRE

La ville de Bezons, forte d'une tradition de paix, de solidarité et de coopération avec le peuple palestinien, participe au mouvement mondial pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.

C'est dans ce cadre qu'elle développe depuis plusieurs années des échanges et tisse des liens d'amitié avec la ville de WEST BANI ZEID, ses habitants, leurs élus.

La décision unanime du Conseil municipal de Bezons, réuni le 13 février dernier, de déclarer Majdi IHRIMA AL-RIMAWI, résistant à l'occupation de son pays, citoyen d'honneur de la ville s'inscrit dans cette démarche.

Qu'aujourd'hui, cet acte de solidarité suscite des réactions hostiles parmi certains partisans de l'occupation des territoires palestiniens n'est pas pour nous étonner.

Dans ma déclaration lors de ce Conseil municipal, j'ai rappelé l'importance des nombreuses décisions de l'ONU, à ce jour jamais appliquées, condamnant l'occupation de la Palestine et mettant en demeure l'Etat israélien d'y mettre un terme.

J'ai rappelé également que nous devons tout entreprendre afin de prendre le chemin d'un retour à la paix au Proche Orient, qui passe par la création de deux Etats. Notre commune, dans cet acte inédit, a souhaité prendre toute sa part à l'élan de solidarité qui, sur la planète, mobilise des millions de citoyens.

Malheureusement, toute critique de la politique des dirigeants israéliens et / ou toute allusion aux souffrances infligées au peuple palestinien sont systématiquement dénoncées comme des actes antisémites par des extrémistes israéliens. Ces derniers allant même jusqu'à entacher la mémoire et l'engagement du regretté Stéphane Hessel.

Je n'oublie pas qu'à ce jour plus de 4. 500 Palestiniens parmi lesquels des femmes, des enfants, des personnes âgées croupissent, la plupart sans jugement, dans les geôles israéliennes, parce que, comme Majdi IHRIMA AL-RIMAWI, ils résistent à l'occupation et à la colonisation de leur pays.

Cette haine affichée contre la décision de notre Conseil municipal nous renforce dans notre détermination à défendre la noble et juste cause palestinienne.

Bezons, le 11 mars 2013